



TOP EDUQ
Toutes et
tous pour
une éducation
de qualité

BÉNIN, BURKINA FASO,
FRANCE, MALI,
NIGER, SÉNÉGAL

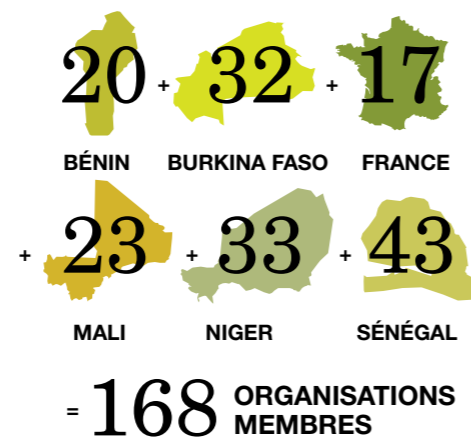


QUI SOMMES-NOUS?

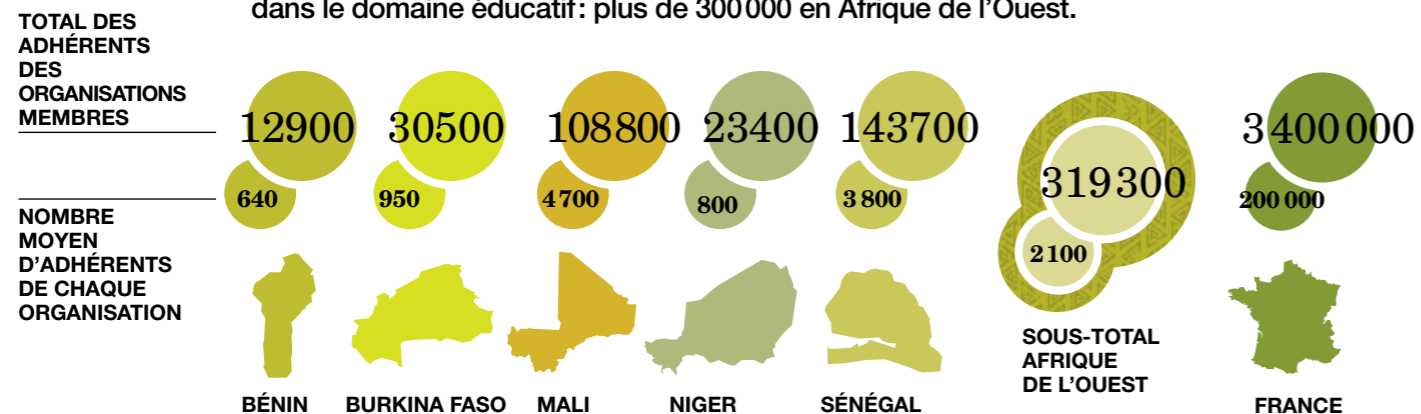
Diversité et force des acteurs

Le Programme « Tous pour une éducation de qualité – TOP EDUQ » rassemble plus de 160 organisations de la société civile éducative du Bénin, Burkina Faso, France, Mali, Niger et Sénégal. C'est un programme collectif, cofinancé par l'Agence française de développement et soutenu par le ministère des Affaires étrangères français. Les donateurs de Solidarité Laïque ont également contribué au financement de ce programme depuis ses débuts.

Début 2016, le programme compte 168 organisations membres dont 151 réparties dans les 5 réseaux nationaux africains.

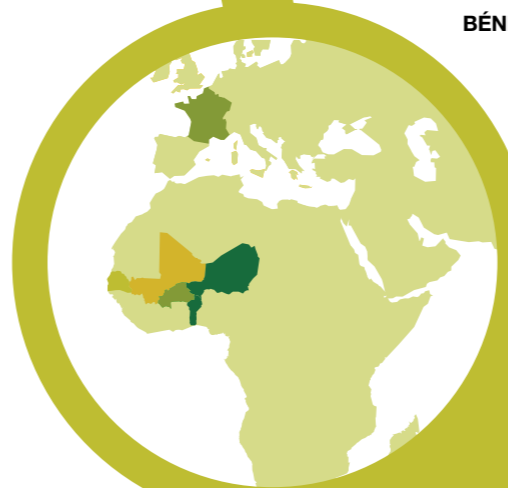
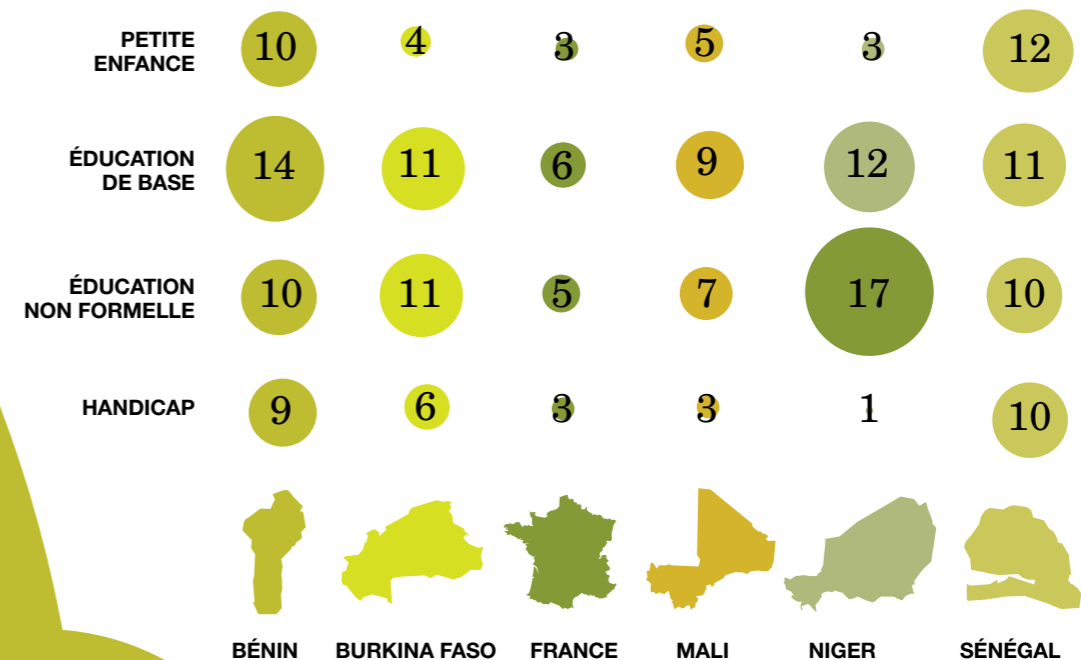
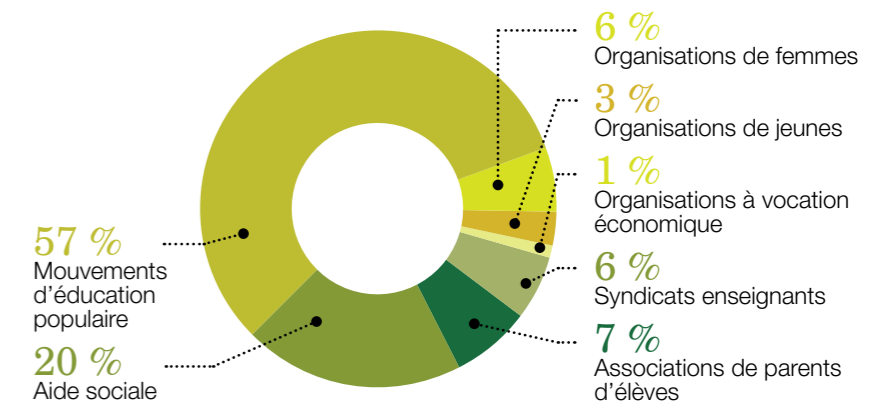


Les membres du programme représentent des dizaines de milliers d'adhérents actifs dans le domaine éducatif: plus de 300 000 en Afrique de l'Ouest.



Des acteurs complémentaires liés à l'éducation

La spécificité de ce programme est de rassembler des acteurs et des organisations de nature, de taille, de type et de nationalité différents. Tous en lien avec les enjeux éducatifs et les réalités du terrain, ils échangent et construisent ensemble. Cette complémentarité en fait la force.



QUE FAISONS-NOUS?

CONSTAT

En Afrique de l'Ouest, de nombreux progrès ont été observés en matière d'éducation depuis 2000. Ainsi, les taux d'inscription dans le primaire et le secondaire ont fortement augmenté (avec pour conséquence positive qu'entre 1999 et 2011, le nombre d'enfants non scolarisés est passé de 40 à 12 millions). Toutefois, dans de nombreux pays de la sous-région (dont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal), des efforts restent à faire pour atteindre les objectifs de l'éducation de qualité pour tous (EQPT).

Ces pays sont en effet confrontés à de nombreuses difficultés¹ :

Plus de **35 %** d'enfants ne sont toujours pas scolarisés

Seuls **19 %** des enfants ont accès au préscolaire

30 % des enfants ne terminent pas le cycle primaire

33 % des enseignants du primaire ne sont pas formés

1- Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 et Statistiques ISU : Centre de données <http://data.uis.unesco.org>

Les 3 objectifs du programme

Améliorer les systèmes éducatifs

Plus de 160 acteurs de la société civile travaillent ensemble pour améliorer la qualité de l'éducation en Afrique de l'Ouest. Ils souhaitent participer à la réalisation des Objectifs du développement durable.

Renforcer l'autonomie et les capacités d'intervention des organisations de la société civile

Depuis sa création en 2005, le programme a permis aux organisations membres de se constituer en réseaux nationaux, de structurer leur gouvernance, d'améliorer leur expertise et de soutenir les productions pédagogiques collectives.

Accroître l'influence des organisations de la société civile

Le programme soutient les organisations membres pour qu'elles puissent intervenir activement dans le débat public et qu'elles contribuent, grâce à leurs expériences, au changement des pratiques et des politiques éducatives nationales et régionales.

D'ici 2018, des réseaux structurés et autonomes d'acteurs de la société civile seront force de propositions éducatives aux côtés des pouvoirs publics.

Les grandes étapes du programme



À L'HORIZON 2018

- **Autonomie financière**: les réseaux nationaux auront diversifié et pérennisé leurs financements
- **Autonomie organisationnelle**: une gouvernance qui structure les membres
- **Autonomie technique et opérationnelle**: contribution à l'éducation de qualité pour tous (EQPT)
- **Autonomie stratégique**: 5 réseaux visibles, crédibles et influents
- **Autonomie politique**: contribuer aux politiques publiques via les espaces de concertation

Les activités du programme

Les membres du programme ont choisi quatre thématiques, identifiées comme des leviers majeurs pour améliorer l'accès à une éducation de qualité :

- Petite enfance
- Éducation de base
- Éducation non formelle
- Handicap

Des actions de terrain dans une démarche de recherche-action

Dans un premier temps, les équipes expérimentent et échangent autour de pratiques innovantes, elles les testent sur le terrain ou repèrent des actions déjà menées par des acteurs du réseau. Ensuite, la capitalisation permet de disséminer ces nouveaux savoir-faire dans des productions méthodologiques et pédagogiques.

Un plaidoyer par la pratique

Les nouveaux savoir-faire testés, expérimentés et validés sont alors proposés dans le cadre d'un plaidoyer commun aux autorités publiques et aux pairs de la société civile. L'objectif est atteint lorsque les autorités prennent en compte ces propositions. Le but : que ces propositions soient appropriées, démultipliées et pérennisées.

Des microprojets pour contribuer à la réalisation de l'éducation pour tous

Chaque année, plusieurs projets socio-éducatifs, mis en œuvre par des acteurs locaux de terrain (enseignants, animateurs...) sont cofinancés par le programme. Outil essentiel du programme, les « fonds en cascade » sont entièrement dévolus aux réseaux nationaux des cinq pays ouest-africains, et adaptés aux différents contextes nationaux. Ce dispositif permet de répondre de façon adaptée aux demandes socio-éducatives du milieu. Les projets, retenus par des commissions nationales, sont sources d'innovations. Ils alimentent les expérimentations et les réflexions des groupes thématiques.



ACTIONS

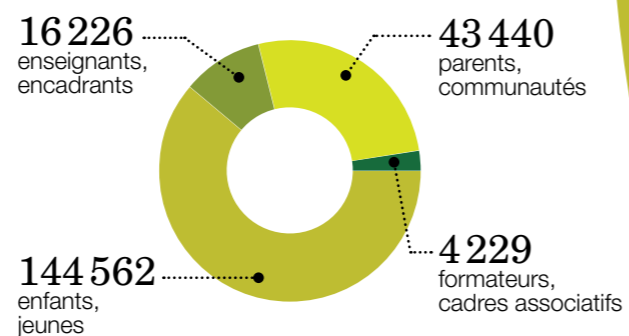


INFLUENCE



BÉNÉFICIAIRES

208 457 BÉNÉFICIAIRES DIRECTS



COMMENT AGISSONS-NOUS?

Le rôle de Solidarité Laïque et de ses organisations membres

Solidarité Laïque assure la coordination générale du programme et en est le garant administratif et financier depuis son lancement en 2005.

En tant que « chef de file », Solidarité Laïque est avant tout garant de la définition collective de la stratégie d'intervention ainsi que de sa mise en œuvre. Le rôle de Solidarité Laïque a donc été d'accompagner, d'animer et de suivre les organisations membres tout au long du programme.

CE SUIVI A ÉTÉ D'ORDRE :

- stratégique à travers l'animation des instances de gouvernance du programme ;
- opérationnel grâce à la définition des outils d'animation et des procédures mais aussi à l'animation de l'équipe de coordination.



13 organisations membres de Solidarité Laïque impliquées

Collectif composé de 50 organisations issues de l'enseignement public (associations, coopératives, fondations, mutuelles, syndicats), Solidarité Laïque est une association française qui conduit des projets et des programmes pluri-acteurs en France et dans le monde.

13 de ses organisations sont impliquées dans le programme : APAJH, CEMEA, Éclaireuses et Éclaireurs de France, Entraide universitaire, FCPE, Francas, GREF, ICEM, Mission Laïque Française, Ligue de l'enseignement, Sgen-CFDT, SNUipp-FSU, UNSA Éducation.

Cinq réseaux nationaux

Les acteurs du programme sont organisés en réseaux nationaux dont le regroupement constitue un réseau transnational. En Afrique de l'Ouest, les réseaux, constitués en structures juridiques autonomes de droit local, sont composés d'un bureau et de personnels salariés locaux.

COORDINATION RÉGIONALE

Coordinateur Régional
crc1@prodere-ao.com
Assistante CR
crc2@prodere-ao.com



BÉNIN RADEB

Réseau des acteurs du développement pour l'Éducation au Bénin

Paul LOKO – Président
caeb2007@yahoo.fr
Coordinateur national
ongradeb@yahoo.fr



BURKINA FASO RODEB

Réseau des organisations du développement pour l'Éducation au Burkina Faso

Albert BEREMWIDOUGO – Président
beremya@yahoo.fr
Coordinateur National
nateouendezacharie@yahoo.fr



MALI RASDEC

Réseau des associations pour le développement de l'Éducation au Mali

Famoro KEITA – Président
keita50@yahoo.fr
Coordinateur National
sekousidibe30@yahoo.fr



NIGER RESDEN

Réseau pour le développement de l'Éducation au Niger

Halidou SAYOUBA – Président
sayoubala@yahoo.fr
Coordinateur National
josephalid@yahoo.fr



SÉNÉGAL CNDRE AO

Comité national de développement des réseaux pour l'Éducation en Afrique de l'Ouest-Sénégal

Mama SOW – Président
lamsow@yahoo.fr
Coordinateur
comitesenegal@gmail.com

CARNET DE PROJETS

Plus de 380 projets ont été conduits depuis le démarrage du programme. De tailles variées, s'appuyant toujours sur des pratiques et des acteurs de terrain, ces projets ont eu pour vocation d'améliorer localement l'accès à l'éducation et de tester des solutions opérantes. Mis en partage ensuite au sein du réseau, certains d'entre eux ont donné lieu à des capitalisations. Additionnés les uns aux autres, ils ont formé une réserve de bonnes pratiques, contribué à améliorer l'expertise des acteurs mais aussi à les légitimer auprès des pouvoirs publics. En voici quelques exemples.

Bénin 9	Niger 15
« J'agis pour mes droits! »	Handicap, stop aux discriminations!
Mali 10	Mali 16
Mathématiques. Remettre le jeune au centre de ses apprentissages	Quand les femmes se mobilisent pour l'éducation
Sénégal 11	Burkina Faso 17
Handicap et éducation : agir avec les pouvoirs publics	Monter sur les planches pour mieux convaincre
Burkina Faso 12	Niger 18
Une bibliothèque communautaire pour continuer à lire	Lutter contre les déperditions scolaires
Niger 13	Sénégal 19
Former les encadrants de la petite enfance	Handicap, se renforcer pour gagner en efficacité
Bénin 14	
Quand les contes font des merveilles	



Bénin

« J'AGIS POUR MES DROITS! »

L'association

Les scouts du Bénin mènent des actions de formation des jeunes, d'animation et d'initiation à la mise en œuvre de projets de développement communautaire. Ils créent un cadre favorable à l'épanouissement des jeunes et renforcent la solidarité.

Le projet

La Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), ratifiée par la République du Bénin, n'est pas connue et les enfants continuent de souffrir de maltraitance. Les enfants

les plus touchés sont issus de familles marginalisées, pauvres et sans éducation. Faire connaître la CIDE aux enfants et aux parents était l'objectif de cette première action qui a connu de multiples déclinaisons.

Les bénéficiaires

24 chefs d'unité et assistants ont été formés. 300 adultes ont visité la première exposition. Depuis la création du festival (2012), ce sont environ 1 500 visiteurs, dont 400 adultes qui ont pu découvrir les principes fondateurs de la CIDE.



Ce projet a fait tache d'huile! Au départ, le financement par le réseau béninois du programme a permis d'organiser des "compétitions" de spectacles, dessins, expositions, photos, poèmes autour du thème "J'agis pour mes droits!". Ce que nous n'avions pas prévu, c'est que des parents et des enfants ont voulu s'impliquer encore plus et poursuivre le projet. Ainsi est né le Festival annuel "Undo atchè", qui signifie "J'ai le droit" en langue fon. Depuis, tous les ans, pendant les congés de Pâques, nous tenons ce festival. En 2015, ce sont plus de 500 enfants et 200 parents qui ont participé.

Le fait d'être membre du programme est un excellent levier pour lever d'autres fonds et amplifier nos actions. Ainsi, durant trois années consécutives, nous avons obtenu un financement du ministère de la Jeunesse pour mener des formations ou des camps de jeunes. »

Roland AGBESSI,
Directeur exécutif des Scouts du Bénin
et membre du groupe thématique
Éducation non formelle.

Le fait d'être membre du programme est un excellent levier pour lever d'autres fonds et amplifier nos actions.



Mali

MATHÉMATIQUES REMETTRE LE JEUNE AU CENTRE DE SES APPRENTISSAGES

L'association

L'activité a été menée par l'ensemble du groupe thématique éducation de base du RASDEC-Mali. Les groupes thématiques sont en effet des lieux d'échanges, de réflexion, de capitalisation mais aussi d'actions concrètes sur le terrain en collaboration avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, avec le Centre d'Animation Pédagogique (CAP) de Faladié.

Les bénéficiaires

- Directs : 50 enseignants
- Indirects : 2 500 élèves

Après la formation, les enseignants disposaient de fiches très concrètes pour faire évoluer leur pédagogie.

Le projet

Une étude a montré les lacunes de l'enseignement des mathématiques. Le groupe éducation de base du RASDEC-Mali (avec l'aide des pouvoirs publics) a donc créé une formation avec

50 enseignants en mathématiques du second cycle fondamental en juin 2013. Celle-ci a été évaluée et a ensuite donné lieu à un plaidoyer en amont en vue d'une rénovation pédagogique.



Les jeunes enseignants, après une courte formation, sont mis directement dans les classes. Or, les mathématiques sont abstraites dans le secondaire. Avant, les méthodes n'étaient pas très actives. Il fallait remettre l'enfant au centre de ses apprentissages. Après la formation, les enseignants disposaient de fiches très concrètes pour faire évoluer leur pédagogie. Les résultats des élèves se sont nettement améliorés. Sans le RASDEC, les 50 enseignants n'auraient sans doute pu évoluer de la sorte. »

Neima DRABO,
Conseiller en sciences mathématiques



Sénégal

HANDICAP ET ÉDUCATION : AGIR AVEC LES POUVOIRS PUBLICS



L'association

Le centre Estel accueille depuis 1999 des personnes en situation de handicap mental, les scolarise et leur propose des formations et un accompagnement sur le chemin de l'insertion professionnelle.

Les bénéficiaires

- 15 centres et associations
- 10 services départementaux (jeunesse, sport, inspection, etc.)

Cette commission nous permet d'avoir un véritable impact sur les politiques sociales locales.

Le projet

Ce n'est qu'à partir des années 2000 que des structures d'accueil se sont mises en place et que la question du handicap et de l'inclusion a commencé à être portée au niveau des élus. À partir de 2010, avec la loi d'orientation sociale,

puis le décret d'application en 2013, de nouvelles étapes ont été franchies. Le projet vise à améliorer concrètement l'accès à une éducation inclusive par une coordination effective avec les pouvoirs publics.



Le centre Estel que je dirige et l'association Spécial olympique – toutes deux membres du CNDRE AO (réseau sénégalais du programme) et du groupe thématique Handicap – font partie de la Commission départementale de l'éducation spéciale de Dakar. Là siègent le préfet, le chef du service départemental de l'action sociale et les maires des communes environnantes.

Participer à cette commission nous permet d'établir les listes des établissements d'accueil reconnus, de répertorier les besoins locaux et d'avoir un relais vers le ministère de l'Éducation et de la formation. Cette commission nous permet d'avoir un véritable impact sur les politiques sociales locales et de faire remonter nos besoins au niveau national. Concrètement, cela permet de construire ensemble les politiques locales de prise en charge et d'améliorer l'accueil des personnes en situation de handicap. C'est là une perspective de changements essentiels pour ces populations exclues et qu'il est essentiel d'accompagner dignement. »

Serge SÉRY,
Directeur du centre Estel et Chef de file du groupe thématique Handicap

Burkina Faso

UNE BIBLIOTHÈQUE COMMUNAUTAIRE POUR CONTINUER À LIRE

L'association

L'APBY, engagée depuis 20 ans dans la lutte contre l'obscurantisme, gère 30 centres permanents d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans les communes de Nasséré, Guibaré, Zimtenga, Bourzanga, Tikaré, Sabcé et Kongoussi de la province du Bam. Ces différents centres permettent d'alphabétiser annuellement environ 700 personnes.

Les bénéficiaires

Les populations destinataires sont les 700 personnes qui sont alphabétisées par le programme de l'APBY chaque année. La bibliothèque est également ouverte aux 900 personnes de Kongoussi alphabétisées dans le cadre d'un autre programme. Soit un total de 1 600 bénéficiaires par an.

Cette structure est indispensable car les communautés que nous avons alphabétisées peuvent continuer la lecture.

Le projet

« Afin de maintenir les acquis de l'alphabétisation, il faut que les communautés accèdent à des livres. » De ce simple constat est née la bibliothèque communautaire de Kongoussi: « Bângre Roogo », la maison du savoir. Cette bibliothèque a été créée en 2012 grâce au financement du réseau burkinabé du

programme (le RODEB). Ainsi, APBY a pu construire un hangar, acquérir des ouvrages de base et bénéficier de la présence d'un animateur local.



La mise en place d'une bibliothèque communautaire avait été soulevée lors de l'évaluation de la campagne d'alphabétisation de 2011-2012.

La bibliothèque accueille en moyenne 35 personnes par jour avec des pointes à 70. Cette structure est indispensable, car les communautés que nous avons alphabétisées peuvent continuer la lecture. Sans cette bibliothèque et sans les activités que nous y organisons, elles perdraient leurs acquis, et les efforts, tant financiers qu'humains fournis pour leur alphabétisation, auraient été vains.

Au quotidien, le RODEB (réseau burkinabé du programme) nous accompagne dans la mise en œuvre de nos activités et cet appui est indispensable. De plus, en étant membre de ce réseau, nous sommes bien plus visibles, nous nous faisons mieux connaître des communautés et des professionnels, et surtout nous nous améliorons en nous enrichissant d'autres expériences: gestion de la structure, types d'animation, communication vers les populations, etc. »

Isidore OUEDRAOGO,
Directeur technique chargé des programmes et membre du groupe thématique Éducation non formelle

Niger

FORMER LES ENCADRANTS DE LA PETITE ENFANCE

L'association

L'Organisation nigérienne pour la promotion de la petite enfance (ONPPE) existe depuis 2000. Elle est active dans le domaine de l'éducation, l'alphabétisation et l'environnement et a pour objectif de coordonner les études, les activités et les initiatives dans le domaine des soins et de l'éducation de la petite enfance, mais également de l'éducation des parents et de la famille.

Le projet

Dans le cadre d'une convention de partenariat avec la direction générale de la formation et des curriculums du ministère de l'Éducation nationale du Niger, le groupe thématique Petite Enfance du RESDEN Niger a diffusé en 2013 un film de plaidoyer pour une éducation dès le plus jeune âge. Les publics destinataires étaient les élèves enseignants des 7 écoles

normales d'instituteurs du Niger, soit 3 500 personnes. Ce film a aussi été diffusé sur la chaîne nigérienne Télé Sahel, à l'occasion de la journée de l'Enfant africain, le 16 juin 2013. Le nombre de téléspectateurs a été évalué à 32 000. Enfin, ce film a permis des initiatives de formation initiale et continue, ainsi que l'ouverture d'une section petite enfance et plusieurs autres sont en réflexion.

La projection de ce film, en 2013, a suscité beaucoup de débats entre les formateurs et finalement, a réveillé un vieux projet du ministère: mettre en place une section pour les formateurs de la petite enfance. Les discussions ont continué jusqu'à l'ouverture à la rentrée 2015 d'une section pour la petite enfance (70 inscrits). De plus, des encadrants déjà en poste, sans formation initiale, ont demandé au ministère d'organiser un concours d'entrée dans la section et 50 d'entre eux ont été admis. Cela va leur offrir une formation professionnelle, un reclassement et surtout leur permettre d'être bien plus pertinents avec les jeunes enfants. Autre point à souligner: notre expérience a inspiré d'autres d'écoles normales puisque celles de Diffa et d'Agadez souhaitent faire la même chose et sont venues récemment nous rendre visite pour suivre notre exemple. »

Assoumane MAMANE,
Directeur de l'école normale d'instituteurs de Dosso, Niger

Ce projet va leur offrir une formation professionnelle, un reclassement et surtout leur permettre d'être bien plus pertinents avec les jeunes enfants.

Les bénéficiaires

- 3 500 élèves enseignants
- 32 000 téléspectateurs



Bénin

QUAND LES CONTES FONT DES MERVEILLES

L'association

Le Secours éducatif est une ONG active au Bénin dans les domaines de l'éducation, l'alphabétisation, la santé et l'environnement en milieu scolaire. L'association travaille en partenariat avec la Direction de l'enseignement maternel du Bénin et des institutions locales. L'ONG œuvre pour l'éducation de base, la prise de conscience des problèmes de santé, de l'environnement et de la sécurité, le renforcement des capacités d'intervention des communautés. Elle contribue à l'éducation civique, la défense et le respect des droits de la personne et plus particulièrement des femmes et des enfants.

Les bénéficiaires

- 30 enseignants et 6 directeurs d'école
- 500 parents
- 40 classes, soit 1 500 élèves

L'évaluation de l'action a démontré que les écoles ayant bénéficié des recueils et des coins lectures ont obtenu de meilleurs résultats au certificat d'études élémentaires primaires.

Le projet

3 écoles de la périphérie de Porto-Novo et 3 écoles d'Adjarra ont été concernées par les actions. La production de recueil de contes s'inscrit dans la dynamique plus large de la lutte contre les déperditions scolaires. Le groupe éducation de base du RADEB a formé des enseignants aux

méthodes alternatives d'apprentissage de la lecture que sont le tutorat et les coins lecture (et accompagné leur mise en place), sensibilisé les parents d'élèves sur l'importance de la lecture. Il a également assuré le suivi des activités lors de visites de terrains.

« Le constat de départ était une baisse générale du niveau avec de nombreux élèves qui quittent les bancs des écoles. Les causes sont nombreuses et les difficultés en lecture en sont une. Or, pour lire, pour développer le goût de la lecture, il faut avoir des livres qui plaisent à disposition ! La littérature jeunesse est peu développée au Bénin. Nous avons donc décidé de recueillir des contes locaux, plus à même de toucher les élèves, de faire une sélection des 10 meilleurs, de les traduire et de les réunir dans un recueil.

En novembre et décembre 2012, 200 exemplaires, accompagnés de fiches pédagogiques, ont été distribués dans 8 écoles primaires dans les départements de Ouémé et du Plateau.

L'évaluation de l'action a démontré que les écoles ayant bénéficié des recueils et des coins lectures ont obtenu de meilleurs résultats au certificat d'études élémentaires primaires. D'où notre décision d'en produire davantage pour toucher les départements Atlantique et Littoral. Nous avons déjà noué des contacts avec les directeurs départementaux de l'éducation et les chefs de circonscription scolaire afin de repérer les écoles ayant les plus grands besoins en matière de lecture. »

François HOUNKONNOU,
Président du Secours éducatif et chef de file adjoint du groupe thématique Éducation de base



Niger

HANDICAP, STOP AUX DISCRIMINATIONS !

L'association

L'Association nigérienne pour la promotion des droits de l'homme en milieu scolaire compte plus de 134 membres bénévoles engagés dans les actions de défense des droits de l'homme au Niger et en particulier en milieu scolaire. « Il faut changer les regards sur les hommes et les enfants les plus vulnérables. »

Le projet

L'association a organisé une formation/sensibilisation auprès de 30 classes. Conçue de façon interactive, cette formation visait à permettre aux enseignants de partager leurs expériences, leurs connaissances. Ce questionnement a favorisé un échange dynamique propre à faire évoluer les pratiques.

Les bénéficiaires

- 30 enseignants
- 1 500 élèves

Concrètement, nous avons ainsi pu mieux comprendre ce que nous avons fait pour ensuite proposer des modèles que d'autres acteurs ont pu s'approprier.

« La ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant par le Niger et les adhésions croissantes à la CRPH obligent les responsables de tous niveaux à assurer aux enfants handicapés l'accès à l'apprentissage tout au long de la vie. Or, au Niger, les enfants handicapés sont stigmatisés dès la naissance et plus exposés que les autres à l'exclusion, à la réclusion, à l'abandon, au placement en institution et aux abus. 98 % d'entre eux ne sont pas scolarisés !

Grâce aux FAIL ("fonds en cascades" du programme), en 2011, nous avons pu organiser une session de formation auprès des 30 classes. Cela passe par une observation des pratiques, par la connaissance des textes officiels, des devoirs des enseignants et par un travail de sensibilisation. Notre message était simple : "Toutes les personnes ont les mêmes droits."

Le fait d'appartenir au RESDEN (réseau nigérien du programme) nous permet d'être bien plus pertinents tant sur la formation que sur notre capacité à tirer des leçons de nos actions, ce qu'on appelle la capitalisation. Concrètement, nous avons ainsi pu mieux comprendre ce que nous avons fait pour ensuite proposer des modèles que d'autres acteurs ont pu s'approprier. »

Oumara HASSANA,
Présidente de l'ANDHMS et membre du groupe thématique Handicap

Mali

QUAND LES FEMMES SE MOBILISENT POUR L'ÉDUCATION

L'association

L'association Benkadi vise à améliorer les conditions de vie et de travail des femmes, initier et appuyer la réalisation des projets de développement socio-économique et sanitaire en faveur des femmes et des enfants. « Benkadi » veut dire « Bonne entente » en langue bambara. Créée en 1997, Benkadi est active dans l'éducation communautaire, primaire et préscolaire, le microcrédit et l'alphabétisation.

Le projet

Des partenaires comme le Centre d'Animation Pédagogique (CAP), le Collectif « Demen gnogon ya », l'Académie d'enseignement de Kati ainsi que le RASDEC-MALI ont permis à l'association « Benkadi » de :

- construire un jardin d'enfants ;
- enseigner de la 1^{re} à la 8^e année ;
- mettre en place un atelier de couture équipé de 6 machines à coudre.

En 2014, RASDEC-MALI a financé le projet d'équipement en matériel scolaire des salles de classe de l'association « Benkadi ».

Les bénéficiaires

- 97 enfants en âge préscolaire ;
- 398 élèves ;
- 72 femmes pour des activités génératrices de revenus.

Maintenant, elles sont plus professionnelles et participent activement au bon développement des enfants.

« Les revenus des femmes, l'accueil des enfants et leur éducation sont très liés. Notre association permet de prendre en charge ces aspects grâce à une approche communautaire. Les formations du RASDEC (réseau malien du programme) ont permis d'améliorer le niveau de nos éducatrices. Avant, elles encadraient les enfants avec du bon sens mais cela n'était pas suffisant. Maintenant, elles sont plus professionnelles et participent activement au bon développement des enfants. Le soutien du RASDEC nous a permis d'acquérir des tables-bancs pour de bonnes conditions d'apprentissage, et également de rencontrer d'autres femmes, d'autres associations. On se parle, on apprend, on avance ensemble. »

Daou GNINÉ, Présidente de Benkadi et membre du groupe thématique Petite Enfance

Burkina Faso

MONTER SUR LES PLANCHES POUR MIEUX CONVAINCRE

L'association

L'Association burkinabé pour les œuvres laïques (Abola) développe des programmes pour l'épanouissement, l'éducation civique et la socialisation des jeunes et contribue au développement social de la population, en particulier des enfants, des jeunes et des femmes. Elle lutte aussi contre les discriminations liées aux origines religieuses, ethniques, raciales, de caste ou de classes. Abola a développé de nombreux partenariats et compte plus de 200 membres actifs.

Le projet

La déperdition scolaire touche plus de la moitié des élèves burkinabé, en particulier les filles. En 2010, le taux de scolarisation était de 75 % (71 % pour les filles) et le taux d'achèvement de 45 % (49 % pour les garçons et 42 % pour les filles). « Au Burkina, on considère encore que le mariage des filles est plus important que leur scolarité », explique Aminata Hien Fofana. Pour promouvoir leur scolarisation, le groupe éducation de base du RODEB a organisé plusieurs représentations de théâtre-forum en langue nationale. Un temps fort pour prendre place sur scène, débattre et modifier les points de vue...

Les bénéficiaires

- 2 000 bénéficiaires directs : associations de mères éducatrices, associations de parents d'élèves, élus locaux et chefs coutumiers ou religieux, autorités en charge de l'éducation aux niveaux provincial et communal, conseillers pédagogiques, enseignants, populations.
- 10 000 bénéficiaires indirects : élèves, et notamment les filles, familles.

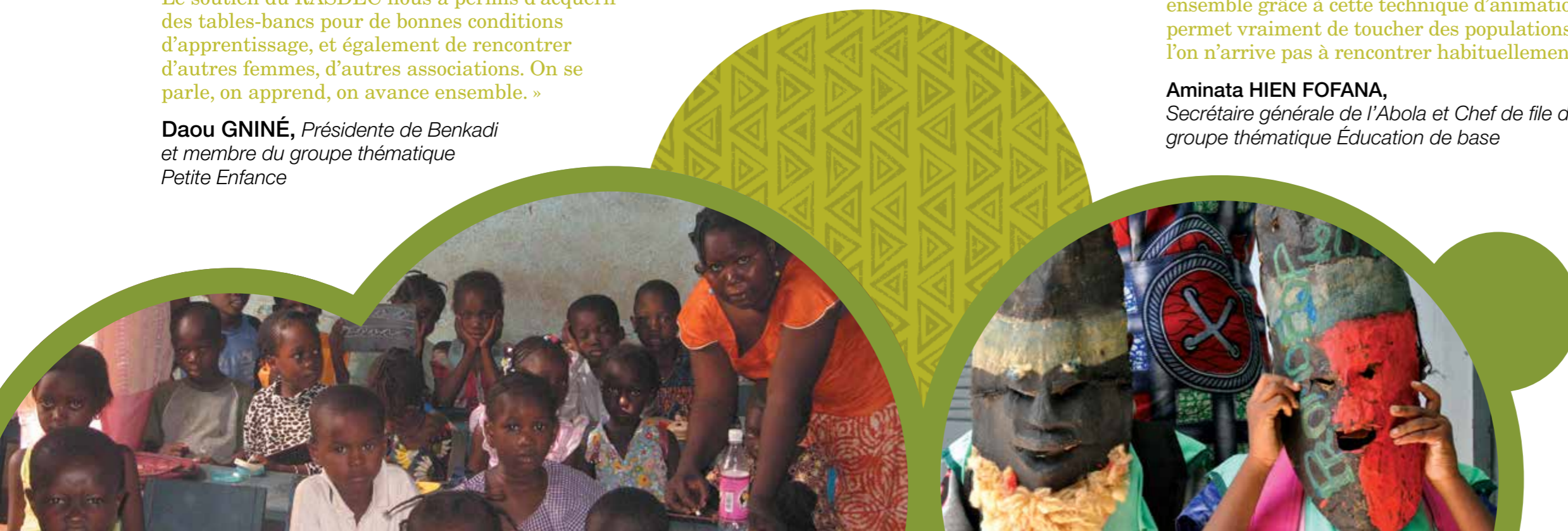
Cela permet vraiment de toucher des populations que l'on n'arrive pas à rencontrer habituellement!

« Les représentations du théâtre-forum avaient souvent lieu au moment du marché, ce qui permettait de faire venir du monde. En dehors des familles et des femmes, les pouvoirs publics se sont également déplacés, ainsi que des enseignants, très intéressés par ce mode de communication. Tous ces gens débattaient ensemble grâce à cette technique d'animation. Cela permet vraiment de toucher des populations que l'on n'arrive pas à rencontrer habituellement! »

Aminata HIEN FOFANA,
Secrétaire générale de l'Abola et Chef de file du groupe thématique Éducation de base

Autres actions

- Ces représentations se sont inscrites dans un plan d'action plus vaste comprenant :
- émissions radiophoniques pour une sensibilisation des communautés à la scolarisation des filles et leur maintien à l'école : 20 000 auditeurs estimés ;
 - formation des mères éducatrices sur leur rôle et les stratégies de soutien et de protection des filles pour leur maintien et leur réussite scolaire : 30 mères éducatrices, 15 parents d'élèves, maires et représentants des circonscriptions scolaires des 3 communes ;
 - formation des enseignants en pédagogie sensible au genre et à la promotion des textes réprimant la violence en milieu scolaire : 45 enseignants ;
 - Mise en place des clubs de veille thématiques dans les écoles : 30 enseignants et 150 élèves.





Niger

LUTTER CONTRE LES DÉPERDITIONS SCOLAIRES

L'association

Le Syndicat national des enseignants du Niger (SNEN) intervient dans les domaines de l'éducation, l'alphabétisation et la formation professionnelle, la lutte contre les violences à l'école, le genre, et le leadership féminin. Son slogan : « Sans éducation, on ne peut prétendre à aucun changement durable. »

Ainsi, les organisations membres se saisissent de problèmes transversaux en les abordant différemment selon les contextes. Dans ce cadre, au niveau régional, le groupe thématique Éducation de base s'est attaqué aux causes de déperditions scolaires :

- La lecture au Bénin
- Le décrochage des filles au Burkina Faso
- Les mathématiques au Mali
- Les violences basées sur le genre au Niger
- L'environnement scolaire au Sénégal.

Le projet

C'est l'échelle régionale du programme.

Le programme met en réseau des acteurs de l'éducation au niveau national et régional.

Maintenant, nous appréhendons les sujets de façon complémentaire tout en partant des réalités du terrain que font remonter les membres.

En 2005, quand on a commencé, le taux brut de scolarisation au Niger était de 51 %. Aujourd'hui, ce taux est de 92 %. Le mérite revient à tous : les ministères, les parents d'élèves mais aussi les associations. Les échanges que nous menons convergent vers la création d'une plateforme qui nous permet de réfléchir à l'avenir de l'éducation, de mettre ensemble les intelligences et les énergies, mais surtout de comprendre les problèmes et poser des solutions durables. Ce programme a quelque chose d'innovant grâce à l'approche thématique qui croise la petite enfance, l'éducation de base, l'éducation non formelle et l'éducation inclusive. Maintenant, nous appréhendons les sujets de façon complémentaire tout en partant des réalités du terrain que font remonter les membres. »

Gaya GARKA,
Premier Secrétaire général adjoint du SNEN
et chef de file transnational du groupe thématique Éducation de base

Sénégal

HANDICAP, SE RENFORCER POUR GAGNER EN EFFICACITÉ

L'association

L'Association pour la promotion des handicapés de Ouakam (APHO) agit pour l'intégration socio-économique des personnes en situation de handicap tout en contribuant au développement économique du Sénégal par la création d'activités. Elle comprend 45 membres actifs dont 25 femmes.

Le projet

Grâce au financement du programme, l'association a mis en place un atelier de confection de sacs en papier kraft, formé des personnes à la fabrication et organisé un circuit de distribution. Aujourd'hui, 8 personnes – dont 5 femmes – tirent un revenu de cette

activité qui leur permet d'être autonomes. Dans le cadre d'une loi qui vise à lutter contre la pollution engendrée par les sacs plastiques, de nouvelles perspectives se dessinent en termes de développement pour la structure comme pour l'environnement.

Le CNDRE AO (réseau sénégalais du programme) nous rend plus visible. Par exemple, il nous a permis de rencontrer le maire de la commune de Ouakam, de lui faire connaître notre association et de le sensibiliser à notre cause. La mairie a donné des locaux à l'association. Grâce au CNDRE AO, je peux faire les budgets de mon association, être un vrai manager. Je peux tenir des PV, des budgets, des projets, ça nous permet d'aller de l'avant. Grâce à eux, je peux affirmer qu'on est maintenant autonome et connu. On vend nos produits. Et avec le groupe handicap du CNDRE AO, on partage, on échange, on apprend de nouvelles choses et on mène ensemble un plaidoyer pour l'éducation. Par exemple, tout le groupe participe à la Journée mondiale du handicap. »

Mamadou NDAW,
Président de l'Association APHO
et membre du groupe thématique Handicap

On partage, on échange, on apprend de nouvelles choses et on mène ensemble un plaidoyer pour l'éducation.



Un réseau d'acteurs de terrain engagés au service de l'éducation

Depuis plus de dix ans, un vaste réseau pour un meilleur accès à l'éducation de qualité s'est constitué en Afrique de l'Ouest et en lien avec la France. S'appuyant sur des organisations de tailles et de natures très diverses, il a grandi progressivement jusqu'à atteindre plus de 160 organisations membres représentant 300 000 adhérents.

Son approche pragmatique basée sur les expériences cartographiées, évaluées et partagées caractérise sa démarche.

Solidarité Laïque est depuis le départ le chef de file de cette dynamique. Elle y met en œuvre sa capacité à faire ensemble avec les différences, une valeur qui est au cœur de sa façon d'agir.



Réseau des acteurs de développement de l'éducation au Bénin
RADEB, Bénin.



Réseau des organisations pour le développement de l'éducation au Burkina Faso
RODEB, Burkina Faso.



Réseau des associations pour le développement de l'éducation au Mali
RASDEC, Mali.



Réseau pour le développement de l'éducation au Niger
RESDEN, Niger.



Comité national de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest
CNDRE AO, Sénégal.

Coordonné par :



Avec le soutien de :



Pour en savoir plus :
www.solidarite-laïque.org - www.prodere-ao.com
Solidarité Laïque : + 33 01 45 35 13 13